J. SÉKA Odi, philosophe, sociologue, écrivain.

LE SOUS-DÉVELOPPEMENT : UN CHOIX POLITIQUE.

Examinons d'abord les liens entre les carences des forces vives des nations africaines et le sous-développement. – L'Etat demeure l'organisateur de la vie publique ; c'est pourquoi, de tous temps, lorsqu'il ne s'emploie pas à forfaire à sa position et ne néglige pas de se déployer à travers une organisation administrative, institutionnelle et territoriale suffisamment développée, il définit la politique économique, industrielle et sociale de la nation, et qu'il en assure les grandes orientations, en recourant notamment à ce mode d'organisation stratégique qu'est la planification. Ainsi, de tous temps, la nation (c'est-à-dire la société vivante) propose-t-elle, et l'Etat (c'est-à-dire le Gouvernement, aussi appelé l'*Exécutif*) décide-t-il, la première instance conseillant, la seconde faisant des choix, impulsant le mouvement, le progrès, ou facilitant la vie des individus et leur devenir, celle des sociétés et le leur. Certes, les rapports entre les deux instances, de même que le jeu des forces respectives, importent au plus haut point dans la vie de la société, où le gouvernement, responsable de la défense nationale, et disposant aussi bien de l'administration que de la force armée, détermine et conduit la politique de la Nation. Toutefois, sous le prétexte que les forces vives pourraient, sinon contribuer à réaliser les aspirations collectives, du moins travailler à améliorer le pays par la vigueur de leurs engagements, on veut la ramener à l'autre, et même la suppléer à l'autre. Ainsi, dans notre société africaine, du fait qu'il manque aux Etats la volonté d'agir, la faculté d'exercer leur souveraineté nationale et les outils pour pratiquer la politique d'inflexion économique, du fait qu'ils se plaisent à procéder par foucades au lieu de se montrer stratèges à l'image de ceux des pays industrialisés, de formuler des doctrines civilisationnelles, défendre des projets de société, en vient-on à en confondre souvent les rôles avec ceux de la société vivante.

Les choses ne sont pas si simples : d'abord, s'imagine-t-on seulement, par ex., que les traités de paix, les traités de commerce, les traités ou accords relatifs à l'organisation internationale, ceux qui engagent les finances de l'Etat, ceux qui modifient les dispositions de nature législative, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes, ceux qui comportent cession, échange ou adjonction de territoire, etc., qui ne peuvent être négociés, conclus, ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi, relèvent non de l'Etat, non du gouvernement, mais de la société vivante elle-même ? Ensuite, connaît-on un seul pays au monde où c'est la société vivante qui crée les institutions politiques et administratives, elle qui leur confère les attributions qui en relèvent, elle qui édicte les principes

généraux concernant l'activité administrative ? Non, bien évidemment. Totalement déphasé par rapport aux réalités, profondément déconcerté par le désarroi social, la chienlit, et frustré surtout dans nos espérances trompées, même les plus faibles, l'on tend unanimement, parmi les Africains qui pérorent tous les jours dans les médias et tout haut dans les publications, à charger les forces vives de toutes les impérities et de l'anémie de nos économies. On n'hésite pas à opiner soit négativement à leur sujet, soit positivement, avec bien d'emballements et d'amertumes. Mais ne doit-on pas s'appliquer à distinguer les pouvoirs publics et les devoirs civiques du peuple, ainsi qu'on le fait d'ordinaire, quand les circonstances l'exigent, dans toute société en tant qu'unité dûment politique ? Si tous ces nombreux concitoyens africains s'avisaient de se poser une telle question, ils en sortiraient éclairés, et si possible convaincus que les changements auxquels chacun aspire sont ou doivent être l'affaire propre des pouvoirs publics, qui s'emploient à épuiser, sans égard pour l'avenir, nos sociétés dans la chimère et les petites futilités.

Examinons maintenant la question du sous-développement. – D'après la conception qui précède, on nous accordera que les gouvernants qui règnent aujourd'hui par l'épée, le poison, la terreur, la cruauté, le fanatisme, l'injustice et l'intolérance, qui édifient des Constitutions qu'ils se plaisent ensuite à bafouer, des lois qu'ils ne respectent point, et s'emploient à exercer le pouvoir dans la plus grande impunité criminelle, les gouvernants qui font le mal au lieu du bien, et qui répondent à la misère de leurs sujets par la tyrannie et la violence despotique quand ils pourraient le faire par la compassion et des mesures sociales, ont, par suite, davantage le pouvoir de conduire ces derniers au développement d'ordre économique, technique et culturel qu'ils méritent, **POURVU QU'ILS LE DÉCIDENT.** Sur ce point précis, les exemples des pays d'Asie d'aujourd'hui nous fournissent abondamment la preuve ; de même les exemples, datant d'hier, des pays scandinaves, d'où nous écrivons. La malédiction qui pèse sur l'Afrique peut donc être levée, du moins sous les conditions que nous venons d'exposer, et l'opprobre qui la couvre, lavée. Quoi qu'il en soit, toute cette question ne doit être examinée que sous l'angle des données statistiques et politiques de la mondialisation. Comparée en effet aux époques antérieures, il n'est pas douteux que l'un des inestimables avantages de l'époque moderne, qui fait advenir sans cesse des mondes nouveaux, dynamiques, entreprenants, lesquels manifestent dans l'action une force d'âme admirable, tient dans la mondialisation qui la définit, où non seulement elle met l'extraordinaire profusion des mouvements et le flux des échanges de biens, des services, des capitaux et des technologies à la disposition de toute la planète, mais où elle rend aussi, par suite, les conditions de la modernisation économique et sociale à la portée même de la plus humble communauté humaine, dans la mesure où celle-ci est suffisamment organisée sur le plan politique, ou suffisamment ordonnée sur celui de son administration.

En sorte qu'il va sans dire que seules maintiennent des structures archaïques et s'y vautrent par le truchement des décideurs qu'elles placent dans les appareils de leurs Etats et de leurs administrations, seules sont pauvres et le demeurent, les sociétés qui le veulent bien : car il faut y mettre beaucoup de bonne volonté, quand on est une nation, pour être pauvre à notre époque, et surtout une plus grande volonté encore pour le rester. **Le sous-développement économique et social, en d'autres termes, est une stratégie politique de rétention du pouvoir.** Telle nous semble la vérité : il n'y a pas lieu de gloser au-delà. Aussi bien doit-on conclure de là que les Etats sans efficacité et, pullulant chez nous, les institutions sans utilité, sont les véritables obstacles au progrès technique et économique. On s'explique ainsi pourquoi le sous-développement, la grande misère, les maladies et les souffrances qui en sont le lot, **ont un caractère de fait intentionnel, stratégique, c'est-à-dire un caractère de choix politique, et donc délibéré, de société** : ils résultent mécaniquement de décisions prises au sein des administrations africaines guidées par le seul principe de l'intérêt personnel, et qui préfèrent sacrifier le bien-être de tous au profit des propres privilèges immédiats. Encore une fois, pour définir le sous-développement, nous dirons qu'il demeure

assurément la condition de la kleptocratie, qui a pour premier réflexe l'accaparement du pouvoir : celui-ci fournissant mécaniquement la pérennisation des usurpations que sont le désir de richesses, effréné et permanent chez tout homme, l'exercice d'une autorité inflexible, abusive, violente et corrompue, qui fournissent à leur tour une base solide au sous-développement et, par la même occasion, à la kleptocratie. C'est pourquoi, au cœur du sous-développement, se rencontrent toujours la kleptocratie et l'ensemble des phénomènes consécutifs qui participent de la kleptocratie et en garantissent l'existence dans les Etats. C'est la kleptocratie, opposée aux grandes réformes, redoutant la formation d'autorités centrales compétentes, vigoureuses, indépendantes, et redoutant par-dessus tout la formation de grands Etats, qui fabrique le sous-développement dans nos sociétés et lui permet d'handicaper la vie des générations humaines ; et c'est le sous-développement qui rend perdurables la kleptocratie, mais aussi ses multiples avatars dont les générations souffrent les tourments.

On oublie bien légèrement en effet que le processus d'industrialisation et de modernisation d'un pays requiert la conjugaison de multiples facteurs incontournables, tous d'ordre psychologique, qui accompagnent l'**IDÉE** et la **VOLONTÉ** ; des facteurs qui se coordonnent pour présider à l'action, et que sont notamment l'intelligence situationnelle, le pragmatisme, la méthode, la vertu, un certain héroïsme, la grandeur d'âme (qui enveloppe cette charité dont il sera question tantôt ou, si l'on préfère : qui se nourrit de la notion que l'action publique doit demeurer soumise au devoir et avoir pour seul but le bien collectif). Or l'Afrique contemporaine, gouvernée sans discontinuité par toutes gens perfides et ignobles, a pour elle le grand dam de ne faire émerger, à ce jour, dans la vie publique, en réalité que très peu d'hommes capables de la pensée aguerrie et exigeante. Nous songeons, de toute évidence, à ces hommes ayant naturellement de bonnes inclinaisons, et à propos desquels le philosophe et sociologue allemand Max Horkheimer (1895-1973), commentant la doctrine hégélienne des grands hommes, observera qu'ils expriment et font ce qui correspond à leur époque, au contraire des simples rêveurs, qui sautent chimériquement par-dessus la réalité ; des hommes aptes surtout à cette ascèse particulière et à cette grandeur d'âme que nous jugeons absolument indispensables à la prospérité dont rêve chacun dans une nation. Ce n'est donc point par hasard que nous trouvons, au sommet de l'action publique, des institutions dévoyées et, insensibles à la souffrance des multitudes qu'ils dirigent, des figures essentiellement lugubres, entendez par là : des imposteurs et de vils aventuriers, des despotes, des benêts et des tyrans, etc.

Evidemment, on peut s'appuyer sur ces faits pour vitupérer leur attitude, régie par la double *psychologie autocratique et kleptocratique*, que caractérise la résistance au changement, qui leur apparaît comme susceptible d'apporter plus de risques que de bénéfices. Mais il y a dans ce grief une difficulté insoluble : n'est-il pas illusoire de penser, après tout, que les kleptocrates s'aventureraient à initier des réformes au détriment des propres intérêts, ou que le goût du lucre se résoudrait lui-même à détruire, sur le plan politique, ses sources de profits abondants ? Autrement dit, comment penser raisonnablement que des agents ayant des intérêts matériels directs avec l'immobilisme, prendraient des initiatives pour rompre le déséquilibre des forces opposées ? Remarquons d'abord que l'homme ascétique, en tant qu'il combat chez lui la domination des bas instincts : par ex. la concussion, le désir immodéré de richesses, etc., et en tant qu'il a des exigences morales très poussées, demeure seul susceptible d'envisager une telle perspective et d'y conformer surtout son action. En tout cas, lui seul nous semble capable de ramener un peu d'équilibre ou de répit dans notre Afrique en proie aux drames. Ensuite, il n'y a rien d'abominable en soi, à vrai dire, pour l'autocrate qui est par définition un personnage dépourvu des vertus chevaleresques, et qui ne s'astreint pas aux codes chevaleresques, d'utiliser la violence pour accéder à des richesses qu'ensuite il est conduit à protéger par l'intimidation et le crime. A plus forte raison n'est-il pas non plus injuste en soi, de son point de vue, pour lui de se montrer rétif à toutes exhortations instantes, relatives aux nouveautés, surtout quand celles-ci entraînent comme conséquence inéluctable l'instauration de

contre-pouvoirs qu'incarneront des institutions, des forces politiques, économiques ou sociales, dont il n'ignore pas de reste que la fonction sera en effet de restreindre précisément l'exercice de l'autocratisme, de constituer des menaces potentielles aux régimes exécrables sous lesquels nous vivons, et de proposer des alternatives à leurs décisions.

Quand donc l'immense fortune que permettent d'accumuler la prévarication et la corruption, reste l'horizon indépassable, reconnaissons que le développement économique et le progrès social soient forcément le dernier souci dans la vie de la nation, en ce sens qu'ils impliquent des réformes qui constituent des remparts, certes fragiles, contre le profit illicite que l'on fait dans l'exercice de la fonction publique. Il s'est développé ainsi, dans les différentes sphères de nos administrations, greffée sur le biais du statu quo, une tendance nettement nihiliste, contraire à toute l'éthique de l'action politique : celle-ci étant tournée vers le dehors, et restant essentiellement une action désintéressée, de privation voulue, grande ou petite, en sus de l'acuité de jugement, du sens du devoir, etc., sur lesquels elle s'appuie d'ordinaire, et qui permettent justement à l'esprit cette élévation de soi. Au rebours de la politique d'attente qui consiste à ne prendre qu'un minimum d'initiatives pour éviter de s'engager en faveur des réformes, ou pour maintenir l'équilibre entre des tendances opposées, cette éthique de l'action publique implique donc de ce fait une prise de conscience de certains problèmes : à savoir les problèmes de la *Charité* (non pas au sens de la vertu chrétienne, mais dans l'acception philosophique du terme), de la *Justice*, du *Dévouement* (ou *Don* de soi), du *Patriotisme*, etc., à côté desquels l'homme véritablement engagé ne peut passer sans y arrêter son attention ni en faire les principes de son action quotidienne.

De toute façon, le fait que le mouvement général dans les nations africaines tende, non pas à soulager le présent ni à éclaircir l'avenir, c'est-à-dire à exposer les citoyens à l'éclat utile de l'univers des arts, sciences et métiers de leur temps, et à étendre ainsi sur eux ce que l'historien, conservateur «*éclairé»* et réformiste Fr. Guizot (1787-1874) appelait «le glorieux empire de la raison», mais au contraire à éteindre précisément toute connaissance, à inhiber toute capacité d'action et de réaction, ce fait n'indique-t-il pas assez que certains préfèrent y ramener les êtres à l'état primitif de la condition humaine et de les y maintenir comme à une chaîne ? «La Grèce fut barbare, écrit Denis Diderot (1713-1784) dans ses *Extraits* ; elle s'instruisit et devint florissante. Qu'est-elle aujourd'hui ? Ignorante et barbare. L'Italie fut barbare ; elle s'instruisit et devint florissante : lorsque les arts et les sciences s'en éloignèrent, que devint-elle ? Barbare. Tel fut aussi le sort de l'Afrique et de l'Egypte, et telle sera la destinée des empires dans toutes les contrées de la terre et de tous les siècles à venir».

Le développement, surtout économique et technique, est éminemment une question de VOLONTÉ POLITIQUE, et nullement une question de moyens ou de ressources naturelles : aussi bien le sous-développement ne relève-t-il, en définitive, nécessairement qu'au CYNISME d'un choix politique délibéré ; et ceci de la même manière et au même degré que le machiavélisme incarne l'immoralisme absolu dans la vie publique, c'est-à-dire l'esprit de perfidie, de mauvaise foi et de déloyauté.